



## CDEN du 26 juin 2026

### Déclaration liminaire de la CGT Éduc'Action 06

Mesdames et Messieurs bonjour,

Cette déclaration sera très courte, car écrite dans des conditions thermiques très peu favorables à une grande productivité, exactement les mêmes que celles que subissent les élèves et l'ensemble des personnels dans les collèges et écoles du département.

Je commencerai donc par m'exprimer en mon nom propre, et non pas en celui de mon syndicat comme je le fais habituellement, et comme je le ferai de nouveau dès la fin de ce paragraphe : Merci, un grand merci pour cette invitation au CDEN. Au mois de juin, en pleine canicule, si ce n'est un plaisir de venir, c'est au moins un petit moment de respiration. Je serai toujours volontaire pour venir au dernier CDEN de l'année scolaire, car, mesdames et messieurs les représentant·es du département, il fait bien meilleur dans vos salles de réunion que dans nos salles de classe, dans vos collèges.

Le réchauffement climatique, dans notre département comme partout ailleurs en France, n'a pas été pensé, ou a fait l'objet de nombreuses procrastinations. Le constat sur l'état du bâti scolaire que dresse Alliance Écologique et Sociale dans son rapport de septembre dernier, et que nous partageons pleinement, comme la plupart des membres de cette assemblée j'imagine, est alarmant : les établissements scolaires français sont vieillissants, vétustes et inadaptés aux dérèglements climatiques. En juin 2025, plus de 2 200 écoles ont dû fermer à cause de la canicule, perturbant même les épreuves du brevet et du bac. Ces derniers jours, les températures ont atteint 35 voire 37 °C dans les salles de classe dans notre département, des formations ont dû être annulées dans certains collèges, des personnels et des élèves ont fait des malaises. En France, seulement 14 % des bâtiments répondent aux normes « basse consommation », et 86 % nécessitent une rénovation urgente. Notre département ne fait évidemment pas exception à la règle. Le retard accumulé est désormais tel que tout ne pourra pas être réglé en quelques mois, ni même en quelques années. Le rapport propose un investissement de 5 milliards d'euros par an pendant 10 ans pour une rénovation écologique et sociale, soulignant que l'État ne prend pas encore ses responsabilités à la hauteur des enjeux.

Vous allez nous répondre que c'est une de vos principales préoccupations, mais il est sûr que cette situation, conséquence de dérèglements climatiques qui n'ont aucune chance de s'améliorer, va perdurer encore de nombreuses années. Je suis prêt à parier que je serai à la retraite bien avant que tous les personnels et élèves puissent jouir d'un confort thermique indispensable aux bonnes conditions d'apprentissage.

Ce sera forcément long car la solution n'est pas dans la climatisation, cette dernière ne pouvant être qu'un palliatif provisoire, un dispositif transitoire pour laisser le temps aux collectivités et à l'État de mettre l'ensemble de ses bâtiments aux normes « basses consommations ».

Nous finirons rapidement par une petite dédicace à ces élu·es qui soutiennent, au niveau national, une politique prônant la diminution du nombre de fonctionnaires mais qui manifestent sous une grande couverture médiatique dès que les répercussions arrivent sur l'école de leur commune. Bras dessus bras dessous avec d'un côté des sénateurs·trices et de l'autre leur grande incohérence, ils et elles tordent le processus décisionnaire légal, imposant une modification de décisions qui étaient déjà passées par cette instance. Maintenant qu'ils et elles réalisent ce que sont les conséquences des politiques qu'ils et elles portent, ou du moins portaient, nous espérons rapidement les retrouver à nos côtés, avec la même énergie, lorsque nous protesterons de nouveau

contre les suppressions de postes, pour que notre pays profite de la baisse démographique pour un peu améliorer les conditions d'enseignement.